



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 61.2021 - édition du 26/02/2021





ARRÊTÉ n° 2021-37

ordonnant L'abrogation de l'arrêté préfectoral n°2020-967
pris à l'encontre de la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI
SIRET 333 746 568 00018
sise Z.I. CARROS, 1e avenue, 11e rue - BP 515 - 06516 CARROS CEDEX

Le préfet des Alpes-Maritimes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le REG 1223-2009/CE relatif aux produits cosmétiques,

Vu le code de la consommation, notamment son article L. 412-1, 1°

Vu le décret n° 2010-323 du 23 mars 2010 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des générateurs d'aérosol,

Vu l'arrêté d'application du 23 mars 2010 pris pour l'application du décret n° 2010-323 du 23 mars 2010 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des générateurs d'aérosol,

Vu le code de la consommation, notamment son article L 521-5,

Vu l'arrêté préfectoral n°2021-008 du 4 janvier 2021 accordant délégation de signature à Madame la directrice départementale de la protection des populations des Alpes-Maritimes,

Considérant que la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI procède à des opérations de conditionnement de générateurs d'aérosol de produits cosmétiques en ses locaux, qu'elle en produit annuellement environ 80 000 unités de vente, contenant un gaz vecteur ininflammable (CO² ou azote) à une pression de 6 à 8 bars,

Considérant l'arrêté préfectoral n° 2020-967 du 28 décembre 2020 suspendant au sein de la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI l'activité de conditionnement de générateurs d'aérosol pour non respect de la vérification finale de sécurité prévue par le décret 2010-323 et son arrêté d'application du 23 mars 2010,

Considérant qu'un contrôle a été effectué le 24 février 2021 afin de vérifier si les opérations de conditionnement de générateurs d'aérosol prises par la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI étaient conformes aux prescriptions de sécurité prévues par l'arrêté du 23 mars 2010 précité,

Considérant que les vérifications opérées lors de ce contrôle font l'objet du procès-verbal de constatation établi le 26 février 2021 par M. Éric VUILLAUME, inspecteur de la concurrence, de

la consommation et de la répression des fraudes qui récapitule les vérifications sur place opérées le 24 février 2021, ainsi que l'examen de la documentation afférente reçue par messagerie le 24 février 2021

Considérant que ce procès-verbal de constatation conclut au respect des dispositions de l'arrêté du 23 mars 2010 concernant la sécurité des générateurs d'aérosol et préconise l'abrogation de l'arrêté préfectoral n° 220-967 pris à l'encontre de la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n°2020-967 du 28 décembre 2020 ordonnant la suspension des opérations de conditionnement de générateurs d'aérosol au sein de la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI est abrogé.

ARTICLE 2

La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivant la présente notification selon les voies de recours suivantes :

- un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services ;
- un recours hiérarchique peut être introduit auprès du ministre chargé de l'économie, à l'adresse suivante : DGCCRF - Bureau 3C - Télédocus 252 - 59 Boulevard Vincent Auriol - 75703 Paris Cedex 13.

En l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception par mes services ou par le ministre de l'économie de l'un ou l'autre de ces recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Il est possible de déposer un recours hiérarchique sans avoir introduit au préalable un recours gracieux, ni attendre d'avoir reçu la réponse au recours gracieux.

Pour contester la décision, vous pouvez également déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice:

- soit par voie postale à l'adresse suivante : 18 avenue des Fleurs, CS 61039, 06050 Nice Cedex 1
- soit par voie dématérialisée via l'application internet dénommée « télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr>

Ce recours contentieux doit être déposé au plus tard avant l'expiration d'une durée de deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la décision. Des précisions sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2474>

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à Madame Cécile HAZIZA, gérante de la SARL SOCIÉTÉ DE CONDITIONNEMENT DU MIDI par lettre recommandée avec avis de réception et sera publié au recueil des actes administratifs des Alpes-Maritimes pendant au moins 2 mois.

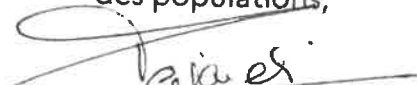
ARTICLE 4

La sous-préfète de l'arrondissement de Grasse et la directrice départementale de la protection des populations des Alpes-Maritimes sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée à Monsieur le maire de la commune de Carros.

À NICE, le 26 février 2021

P/ Le préfet des Alpes-Maritimes
et par délégation,

La directrice départementale de la protection
des populations,


Dr Vre Veronique FAJARDI



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la Mer
Service déplacements, risques, sécurité
Pôle sécurité, déplacements, crise**

AP n° 2021-02-09

Nice, le **26 FEV. 2021**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

portant réglementation temporaire de la circulation dans les tunnels du Peyronnet, de la Giraude, dans le sens Italie→France de l'autoroute A8

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de la voirie routière ;
- VU** le code de la route et notamment l'article R432-7 ;
- VU** l'article 25 du titre II de la loi n° 82 213 du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée et complétée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 ;
- VU** la loi 55-435 du 18 avril 1955, modifiée portant statut des autoroutes ;
- VU** le décret du 29 novembre 1982 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence, Alpes (ESCOTA) modifié pour la concession de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des autoroutes concédées et ses avenants ultérieurs ;
- VU** le règlement de l'exploitation du réseau ESCOTA, approuvé par le Ministère de l'Équipement du 1^{er} juillet 2012 ;
- VU** l'arrêté de police n° 2014-92 du 25 juin 2014 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A8 « La Provençale » sur la section comprise entre la limite du département du Var/Alpes-Maritimes et la frontière italienne ;
- VU** l'arrêté n°2012-604 du 11 juillet 2012 autorisant l'ouverture de chantiers courants ou de réparation sur les autoroutes A8 et A500 dans la traversée des Alpes-Maritimes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-179 du 12 février 2021 donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-192 du 16 février 2021 portant subdélégation de signature aux cadres de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-02-07 du 19 février 2021 portant réglementation temporaire de la circulation dans les tunnels du Peyronnet, de la Giraude, dans le sens Italie→France de l'autoroute A8 ;
- VU** la demande présentée DESC 2021-020 par la société ESCOTA en date du 17 février 2021 ;

VU l'avis favorable du service DGITM/DIT/GRN/GCA2 en date du **26 FEV. 2021**

Considérant la nécessité proroger l'arrêté 2021-02-07 pour des raisons de sécurité et de régler la circulation dans les tunnels du Peyronnet, de la Giraude sur l'Autoroute A8, en raison d'une inspection détaillée de la structure des tunnels de Grimaldi, de Mortola et de Belvedere, sur l'Autoroute des Fleurs (Italie), du vendredi 26 février 2021 à 18h00 au vendredi 26 mars à 18h00 (en continu H24).

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

En raison d'une inspection détaillée de la structure des tunnels de Grimaldi, de Mortola et de Belvedere sur l'Autoroute des Fleurs (Italie), les tunnels du Peyronnet et de la Giraude sur l'Autoroute A8 seront fermés à la circulation de tous les véhicules et mis en basculement de circulation H24, du vendredi 26 février 2021 à 18h00 au vendredi 26 mars 2021 à 18h00, avec circulation de tous les véhicules en double sens, sur la chaussée France→Italie, sur l'Autoroute A8.

* Vitesse dans la zone de basculement

La vitesse sera réglementée à 50 km/h dans toute la zone de basculement.

* Interdistances entre véhicules

L'interdistance entre poids-lourds TMD est de 200 mètres minimums, conformément à la réglementation en tunnels.

Un renforcement de l'information d'inter distance et de vitesse entre poids-lourds, par ajout de panneaux dans la zone basculée française, sera mis en place.

ARTICLE 2 :

La signalisation temporaire sera conforme à la réglementation en vigueur et sera mise en place et entretenue par les soins des services d'exploitation de la société ESCOTA.

ARTICLE 3 :

Les usagers seront informés des dispositions du présent arrêté par des panneaux d'information sur les autoroutes et les autres voiries, par la diffusion de messages sur Radio Vinci Autoroutes 107.7 et par les autres médias.

ARTICLE 4 :

Délais et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Depuis le 30 novembre 2018, les particuliers ont également la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie électronique via l'application internet "télé-recours citoyens" ([https:// www.telerecour.fr](https://www.telerecour.fr))

ARTICLE 5:

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes, et ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes ;
- M. le commandant du peloton de gendarmerie de Nice ;
- M. le commandant de l'escadron départemental de sécurité routière ;
- M. le préfet délégué pour la sécurité et la défense ;

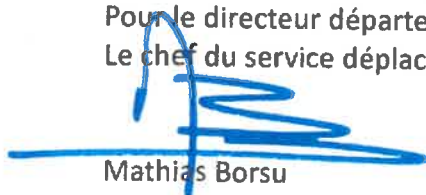
chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution, ainsi que pour information à :

- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;
- M. le maire de Menton ;
- M. le directeur du service DGITM/DIT/GRN/GCABron/GCA2.

A Nice, le **26 FEV. 2021**

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
Le chef du service déplacements-risques-sécurité



Mathias Borsu

ARRÊTÉ N°2021 – 283
**PORTANT INTERDICTION DE L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CARNAVALS DANS LE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L 3131-15, L 3131-17, L 3136-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2214-4 et L. 2215-1 ;

VU la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 01 juin 2021 ;

Vu le décret le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;

VU le décret n°2020-1310 modifié du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de Covid-19 ;

VU l'avis sanitaire de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur, en date du 21 février 2021 ;

VU l'urgence ;

CONSIDÉRANT que le taux d'incidence constaté le 23 février 2021 s'élève à 583 pour 100 000 habitants pour le département des Alpes-Maritimes alors que la moyenne nationale est de 202

pour 100 000 habitants ; que ce taux d'incidence quelle que soit l'intercommunalité considérée présente un niveau plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale ;

CONSIDÉRANT que le département des Alpes-Maritimes présente le taux d'incidence le plus élevé de la France métropolitaine ;

CONSIDÉRANT que le taux de positivité constaté le 23 février 2021 dans les Alpes-Maritimes s'élève à 9,9 % alors que la moyenne nationale est de 6,4 % ;

CONSIDÉRANT que la part du variant britannique, qui présente un caractère hautement contagieux, parmi les cas positifs au Covid-19 représente plus de 50 % dans les Alpes-Maritimes alors qu'elle est de 37 % au niveau national ;

CONSIDÉRANT que la période de vacances scolaires débutant le vendredi 19 février jusqu'au 8 mars 2021 dans les Alpes-Maritimes est susceptible d'engendrer des déplacements importants de personnes dans le département en particulier dans sa zone littorale eu égard à la forte attractivité touristique de ce territoire ; qu'en outre, les conditions météorologiques actuelles, particulièrement favorables, sont de nature à favoriser le regroupement et le brassage de personnes sur les espaces publics, plus particulièrement dans les communes situées dans la zone littorale du département, comme cela a déjà été constaté depuis le début de la période de vacances scolaires ;

CONSIDÉRANT qu'il est donc indispensable d'éviter et de limiter fortement ces rassemblements dans le département des Alpes-Maritimes ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

CONSIDÉRANT la situation sanitaire très préoccupante du département des Alpes-Maritimes, dont les structures sanitaires connaissent actuellement un taux d'occupation de 91,8 % des lits en réanimation, proche de la saturation ; qu'une hausse des contaminations conduirait à un afflux encore plus massif de patients dans ces établissements, à la détérioration de leur capacité d'accueil et à leur saturation complète ;

CONSIDÉRANT les évacuations de patients vers d'autres établissements hospitaliers du territoire national d'ores et déjà réalisées attestant de la quasi saturation des services hospitaliers dans le département ;

CONSIDÉRANT les risques graves pour la santé publique que présenterait une saturation aggravée des services hospitaliers ;

CONSIDÉRANT que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT que l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au 1^{er} juin 2021 sur l'ensemble du territoire national ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

CONSIDÉRANT que l'article 3-IV du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié habilite le représentant de l'État à interdire ou restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, tout rassemblement, réunion ou activité mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public relevant du III, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que des manifestations de type carnivals sont traditionnellement organisées dans le département des Alpes-Maritimes durant les mois de février et mars, et que ceux-ci, en ce qu'ils regroupent un public important ne respectant pas ou difficilement les mesures de distanciation physique, constituent des lieux favorisant la propagation du virus ;

SUR proposition de monsieur le directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes :

ARRÊTE

Article 1 : les évènements et manifestations de type « carnivals » sont interdits dans l'ensemble des communes du département des Alpes-Maritimes ;

Article 2 : le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et jusqu'au lundi 8 mars 2021 inclus ;

Article 3 : la violation des dispositions prévues au présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe (135 euros), conformément à l'article L. 3616-1 du code de la santé publique ;

Article 4 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : le préfet des Alpes-Maritimes, la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Grasse, le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice, la directrice départementale de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie des Alpes-Maritimes, et les maires du département des Alpes-Maritimes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré

au recueil des actes administratifs, et affiché dans les communes du département.

Fait à Nice, le 26 FEV. 2021

Le préfet des Alpes-Maritimes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Bernard Gonzalez', written over the printed name.

Bernard GONZALEZ



**ARRÊTÉ N°2021 – 282
RENFORÇANT LES MESURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU VIRUS COVID-19
DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-17 et L. 3136-1 ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} juin 2021 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;
- VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment ses articles 3 et 4 ;
- VU** la définition des unités urbaines de Nice et de Menton au sens de l'INSEE ;
- VU** l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé en date du 21 février 2021 relatif à la situation épidémiologique et sanitaire du département des Alpes-Maritimes ;
- VU** l'état d'urgence sanitaire déclaré sur l'ensemble du territoire de la République ;
- VU** l'urgence ;

CONSIDÉRANT que le taux d'incidence constaté le 25 février 2021 s'élève à 591 pour 100 000 habitants pour le département des Alpes-Maritimes alors que la moyenne nationale est de 202 pour 100 000 habitants ; que ce taux d'incidence quelle que soit l'intercommunalité considérée présente un niveau plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale ;

CONSIDÉRANT que le département des Alpes-Maritimes présente le taux d'incidence le plus élevé de la France métropolitaine ;

CONSIDÉRANT que le taux de positivité constaté le 25 février 2021 dans les Alpes-Maritimes s'élève à 9,9 % alors que la moyenne nationale est de 6,4 % ;

CONSIDÉRANT que la part du variant britannique, qui présente un caractère hautement contagieux, parmi les cas positifs au covid-19 représente plus de 50 % dans les Alpes-Maritimes alors qu'elle est de 37 % au niveau national ;

CONSIDÉRANT que la période de vacances scolaires débutant le vendredi 19 février jusqu'au 8 mars 2021 dans les Alpes-Maritimes est susceptible d'engendrer des déplacements importants de personnes dans le département en particulier dans sa zone littorale eu égard à la forte attractivité touristique de ce territoire ; qu'en outre, les conditions météorologiques actuelles, particulièrement favorables, sont de nature à favoriser le regroupement et le brassage de personnes sur les espaces publics, plus particulièrement dans les communes situées dans la zone littorale du département, comme cela a déjà été constaté depuis le début de la période de vacances scolaires ;

CONSIDÉRANT la forte densité de population dans l'ensemble de la conurbation urbaine s'étendant de Théoule à Menton qui concentre plus de 95 % de la population du département des Alpes-Maritimes ; que cette forte densité, ajoutée à un afflux important de touristes, rend difficile le respect, en tous lieux, des mesures barrières et de distanciation physique et augmente ainsi de manière importante le risque de propagation de l'épidémie au cours des prochains week-end de vacances scolaires ;

CONSIDÉRANT qu'il est donc indispensable d'éviter et de limiter fortement ces rassemblements et de restreindre les trajets et les déplacements dans le département des Alpes-Maritimes ;

CONSIDÉRANT que les établissements recevant du public conduisent à un brassage important de population dans un espace restreint rendant difficile la mise en œuvre d'une distanciation physique de deux mètres de chaque individu et favorisant la propagation du virus ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

CONSIDÉRANT la situation sanitaire très préoccupante du département des Alpes-Maritimes, dont les structures sanitaires connaissent actuellement un taux d'occupation de 91,8 % des lits en réanimation, proche de la saturation ; qu'une hausse des contaminations conduirait à un afflux encore plus massif de patients dans ces établissements, à la détérioration de leur capacité d'accueil et à leur saturation complète ;

CONSIDÉRANT les évacuations de patients vers d'autres établissements hospitaliers du territoire national d'ores et déjà réalisées attestant de la quasi saturation des services hospitaliers dans le département ;

CONSIDÉRANT les risques graves pour la santé publique que présenterait une saturation aggravée des services hospitaliers ;

CONSIDÉRANT que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT que l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au 1^{er} juin 2021 sur l'ensemble du territoire national ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

CONSIDÉRANT que le paragraphe II de l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié habilite le représentant de l'État dans le département à prendre des mesures plus restrictives en matière de trajets et déplacements de personnes lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que les restrictions aux libertés d'aller et venir et de circulation dans les communes listées en annexe du présent arrêté préfectoral, constituent une mesure adaptée, nécessaire et proportionnée en sus des mesures déjà en vigueur pour endiguer la propagation du virus Covid-19 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes et du directeur général de l'Agence régionale de santé :

ARRÊTE

Article 1 : Les établissements recevant du public relevant de la catégorie M, mentionnée par le règlement pris en application de l'article R. 123-12 du code de la construction et de l'habitation, de plus de 400 m² et autorisés à rester ouverts, ne peuvent accueillir un nombre de personnes supérieur à celui permettant de réserver à chacune une surface de 15 m².

Article 2 : Les arrêtés n°2021-245 du 22 février 2021 et n°2021-247 du 23 février 2021 sont abrogés

Article 3 : Le présent arrêté s'applique à compter de sa publication au recueil des actes administratifs et jusqu'au lundi 8 mars 2021 inclus.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L 3136-1 du code de la santé publique.

Article 6: Le présent arrêté sera adressé au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice et à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais précédemment mentionnés. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 8 : le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Grasse, le sous-préfet de Nice-Montagne, les maires, la directrice départementale de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 26 février 2021

Le préfet de Alpes-Maritimes


Bernard GONZALEZ

**ARRÊTÉ N°2021 – 281
PORTANT RESTRICTION DE DÉPLACEMENT
DANS CERTAINES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES (RECTIFICATIF)**

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15, L. 3131-17 et L. 3136-1 ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} juin 2021 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République en date du 24 avril 2019 portant nomination de M. Bernard GONZALEZ en qualité de préfet des Alpes-Maritimes (hors-classe) ;
- VU** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire et notamment ses articles 3 et 4 ;
- VU** la définition des unités urbaines de Nice et de Menton au sens de l'INSEE ;
- VU** l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé en date du 21 février 2021 relatif à la situation épidémiologique et sanitaire du département des Alpes-Maritimes ;
- VU** l'état d'urgence sanitaire déclaré sur l'ensemble du territoire de la République ;
- VU** l'urgence ;

CONSIDÉRANT que le taux d'incidence constaté le 25 février 2021 s'élève à 591 pour 100 000 habitants pour le département des Alpes-Maritimes alors que la moyenne nationale est de 202 pour 100 000 habitants ; que ce taux d'incidence quelle que soit l'intercommunalité considérée présente un niveau plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale ;

CONSIDÉRANT que le département des Alpes-Maritimes présente le taux d'incidence le plus élevé de la France métropolitaine ;

CONSIDÉRANT que le taux de positivité constaté le 25 février 2021 dans les Alpes-Maritimes s'élève à 9,9 % alors que la moyenne nationale est de 6,4 % ;

CONSIDÉRANT que la part du variant britannique, qui présente un caractère hautement contagieux, parmi les cas positifs au Covid-19 représente plus de 50 % dans les Alpes-Maritimes alors qu'elle est de 37 % au niveau national ;

CONSIDÉRANT que la période de vacances scolaires débutant le vendredi 19 février jusqu'au

8 mars 2021 dans les Alpes-Maritimes est susceptible d'engendrer des déplacements importants de personnes dans le département en particulier dans sa zone littorale eu égard à la forte attractivité touristique de ce territoire ; qu'en outre, les conditions météorologiques actuelles, particulièrement favorables, sont de nature à favoriser le regroupement et le brassage de personnes sur les espaces publics, plus particulièrement dans les communes situées dans la zone littorale du département, comme cela a déjà été constaté depuis le début de la période de vacances scolaires ;

CONSIDÉRANT la forte densité de population dans l'ensemble de la conurbation urbaine s'étendant de Théoule à Menton qui concentre plus de 95 % de la population du département des Alpes-Maritimes ; que cette forte densité, ajoutée à un afflux important de touristes, rend difficile le respect, en tous lieux, des mesures barrières et de distanciation physique et augmente ainsi de manière importante le risque de propagation de l'épidémie au cours des prochains week-end de vacances scolaires ;

CONSIDÉRANT qu'il est donc indispensable d'éviter et de limiter fortement ces rassemblements et de restreindre les trajets et les déplacements dans le département des Alpes-Maritimes ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus Covid-19 ;

CONSIDÉRANT la situation sanitaire très préoccupante du département des Alpes-Maritimes, dont les structures sanitaires connaissent actuellement un taux d'occupation de 91,8 % des lits en réanimation, proche de la saturation ; qu'une hausse des contaminations conduirait à un afflux encore plus massif de patients dans ces établissements, à la détérioration de leur capacité d'accueil et à leur saturation complète ;

CONSIDÉRANT les évacuations de patients vers d'autres établissements hospitaliers du territoire national d'ores et déjà réalisées attestant de la quasi saturation des services hospitaliers dans le département ;

CONSIDÉRANT les risques graves pour la santé publique que présenterait une saturation aggravée des services hospitaliers ;

CONSIDÉRANT que les enjeux de santé publique justifient de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT que l'état d'urgence sanitaire a été prolongé jusqu'au 1^{er} juin 2021 sur l'ensemble du territoire national ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

CONSIDÉRANT que le paragraphe II de l'article 4 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié habilite le représentant de l'État dans le département à prendre des mesures plus restrictives en matière de trajets et déplacements de personnes lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que les restrictions aux libertés d'aller et venir et de circulation dans les communes listées en annexe du présent arrêté préfectoral, constituent une mesure adaptée, nécessaire et proportionnée en sus des mesures déjà en vigueur pour endiguer la propagation du virus Covid-19 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet des Alpes-Maritimes et du directeur général de l'Agence régionale de santé ;

ARRÊTE

Article 1 : Dans les communes mentionnées à l'annexe 1, tout déplacement de personne hors de son lieu de résidence est interdit les samedi et dimanche entre 6 heures et 18 heures à l'exception des déplacements pour les motifs mentionnés au I de l'article 4 du décret du 29 octobre 2020 susvisé et les motifs suivants, en évitant tout regroupement de personnes :

1° Déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle, des achats de première nécessité, des retraits de commandes, des livraisons à domicile, ainsi que pour les déménagements ;

2° Déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal de cinq kilomètres autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelle des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile ;

3° Déplacements pour se rendre dans un service public ou chez un professionnel du droit, pour un acte ou une démarche qui ne peuvent être réalisés à distance ;

4° Déplacements à destination ou en provenance d'un lieu de culte ;

5° Participation à des rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public qui ne sont pas interdits en application de l'article 3.

Ainsi qu'il est dit au III de l'article 4 du décret du 29 octobre 2020 susvisé les personnes souhaitant bénéficier de l'une des exceptions mentionnées ci-dessus se munissent, lors de leurs déplacements hors de leur domicile, d'un document leur permettant de justifier que le déplacement considéré entre dans le champ de l'une de ces exceptions.

Les interdictions de déplacement mentionnées ci-dessus ne font pas obstacle à l'exercice d'une activité professionnelle sur la voie publique dont il est justifié dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Les dispositions du présent article sont applicables les samedi et dimanche 27 et 28 février 2021 ainsi que les samedi et dimanche 6 et 7 mars 2021.

Article 2 : Dans les communes mentionnées à l'annexe 1, la surface mentionnée au II et II bis de l'article 37 du décret du 29 octobre 2020 susvisé est fixée à 5 000 m².

Les dispositions du présent article sont applicables à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs et jusqu'au lundi 8 mars 2021 inclus.

Article 3 : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique.

Article 4: Le présent arrêté sera transmis au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Nice et à la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Grasse.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le juge administratif compétent peut être saisi par l'application Télérecours accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, la sous-préfète de l'arrondissement de Grasse, le sous-préfet de Nice-Montagne, les maires, la directrice départementale de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur général de l'agence régionale de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 26 février 2021

Le Préfet des Alpes-Maritimes


Bernard GONZALEZ

Annexe 1 à l'arrêté n° 2021 – 281 portant restriction de déplacement dans certaines communes du département des Alpes-Maritimes

Antibes
Aspremont
Auribeau-sur-Siagne
Beaulieu-sur-Mer
Beausoleil
Berre-les-Alpes
Biot
Blausasc
Cabris
Cagnes-sur-Mer
Cannes
Cantaron
Cap-d'Ail
Carros
Castagniers
Castellar
Châteauneuf-Grasse
Châteauneuf-Villevieille
Colomars
Contes
Drap
Èze
Falicon
Gattières
Gorbio
Gourdon
Grasse
La Colle-sur-Loup
La Gaude
La Roquette-sur-Siagne
La Trinité
La Turbie
Le Bar-sur-Loup
Le Cannet
Le Rouret
Le Tignet
Mandelieu-la-Napoule
Menton
Mouans-Sartoux
Mougins

Nice
Opio
Pégomas
Peille
Peillon
Peymeinade
Roquebrune-Cap-Martin
Roquefort-les-Pins
Saint-André-de-la-Roche
Saint-Jean-Cap-Ferrat
Saint-Jeannet
Saint-Laurent-du-Var
Saint-Paul-de-Vence
Sainte-Agnès
Spéracèdes
Théoule-sur-Mer
Tourrette-Levens
Tourrettes-sur-Loup
Valbonne
Vallauris
Vence
Villefranche-sur-Mer
Villeneuve-Loubet

S O M M A I R E

D.D.I.....	2
D.D.P.P.....	2
Industrie commerce prestation svce.....	2
AP 2021.37 abrog.AP 2020.967 Ste Condition.Midi.....	2
D.D.T.M.....	5
Circulation routiere - Temporaire.....	5
AP 2021.02.09 circ.temp.A8 Peyronnet giraude.....	5
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	8
S.I.D.P.C.....	8
Santé Sécurité Publique.....	8
AP 2021.283 interdiction carnivals dep AM.....	8
AP 2021.282 lutte propag.COVID 19 ERP dep AM.....	12
AP 2021.281 restriction deplacement communes AM.....	16

Index Alfabétique

AP 2021.02.09 circ.temp.A8 Peyronnet giraude.....	5
AP 2021.281 restriction deplacement communes AM.....	16
AP 2021.282 lutte propag.COVID 19 ERP dep AM.....	12
AP 2021.283 interdiction carnavaux dep AM.....	8
AP 2021.37 abrog.AP 2020.967 Ste Condition.Midi.....	2
D.D.P.P.....	2
D.D.T.M.....	5
S.I.D.P.C.....	8
D.D.I.....	2
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	8